



PRÉVENIR ET RÉPONDRE AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

InterAction, Octobre 2024

L'augmentation des violences en République démocratique du Congo (RDC) a entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes en 2024, en plus des sept millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Pendant cette période, les femmes et les filles sont restées particulièrement vulnérables aux violences basées sur le genre (VBG) en raison de la présence d'acteurs armés, du manque de ressources de base et des conditions de vie dangereuses.

Les taux de VBG ont grimpé en flèche, car le manque chronique de nourriture, d'abris, d'éducation et de moyens de subsistance a augmenté la vulnérabilité aux rapports sexuels de survie, aux agressions physiques dans les sites de déplacés et à la violence sexuelle. Les acteurs humanitaires locaux et internationaux ont eu du mal à suivre le rythme de l'augmentation des besoins et ont été encore plus gênés dans l'acheminement de l'aide en raison du manque de financement de la réponse à la violence liée au sexe et d'autres obstacles majeurs.

InterAction, une alliance d'organisations non gouvernementales (ONG) basée à Washington, a développé une enquête volontaire en ligne en juin 2024 pour les experts en VBG en RDC. L'enquête visait à mieux comprendre les obstacles à la prévention, à l'atténuation et à la réponse aux VBG, en accordant une attention particulière à la manière dont le gouvernement américain (USG) pourrait contribuer le plus efficacement possible à la réduction de ce risque.

Plus de 150 spécialistes d'organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes, d'organisations non gouvernementales internationales (INGO), d'organisations locales et d'agences de l'ONU opérant en RDC ont répondu à l'enquête. Parmi ces répondants, 50% provenaient d'ONGI, 38% d'organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes, 7% d'autres organisations locales, et 5% d'agences des Nations Unies. Les répondants représentent des agences actives dans le Nord et le Sud Kivu, l'Ituri et le Tanganyika et servent principalement les personnes déplacées, les membres de leurs propres communautés et les adolescentes. Les résultats ci-dessous reflètent les perspectives des spécialistes en VBG au niveau national et ont ensuite été validés par des experts et des communautés affectées en RDC ainsi qu'au niveau globale par le cluster de protection.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Parmi les différentes formes de VBG, c'est la violence sexuelle qui a le plus augmenté au cours de l'année écoulée, suivie par les rapports sexuels de survie et les agressions physiques contre les femmes et les filles dans les sites de déplacés.

Sept personnes interrogées sur dix (71%) ont classé la violence sexuelle comme la forme de VBG ayant le plus augmenté au cours de l'année écoulée. Les experts de la RDC ont indiqué que la violence sexuelle incluait le viol, la tentative de viol et l'harcèlement sexuel et que les principaux auteurs de la violence sexuelle étaient des groupes armés étatiques et non étatiques. Un expert du Nord-Kivu a partagé que « la violence sexuelle liée au conflit est de plus en plus utilisée comme arme de guerre. » En outre, les rapports sexuels de survie ont été classés comme la deuxième forme de VBG ayant augmenté, suivis par les agressions physiques contre les femmes et les filles dans les sites de déplacement.

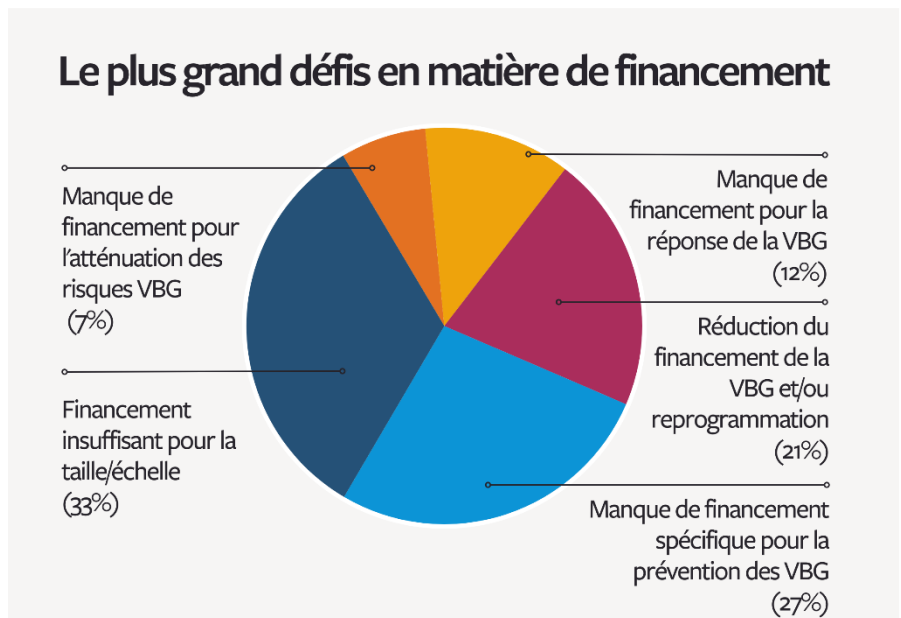
Les spécialistes de la VBG ont décrit comment le manque de moyens financiers pour répondre aux besoins des femmes et des filles les a forcées à avoir recours au sexe de survie ou à l'exploitation sexuelle des mineurs, ce qui a également entraîné

la prolifération des maisons closes. D'autres ont noté que les abris inadéquats ne pouvant être fermés à clé, l'éclairage minimal et la présence d'hommes armés dans les sites de déplacement - en particulier en raison du retrait en cours de la mission de l'ONU, la MONUSCO, et de la cessation des patrouilles régulières - ont entraîné une augmentation des agressions physiques contre les femmes et les filles, en particulier lorsqu'elles cherchaient de l'eau ou du bois de chauffage à la périphérie des camps de personnes déplacées.

Les plus grands défis en matière de financement sont l'insuffisance des fonds pour répondre à la taille et à l'échelle des besoins en matière de VBG et le manque de financement spécifique pour la prévention des VBG.

Un tiers (33%) des experts ont exprimé que le financement global des programmes de lutte contre les VBG est inadéquat pour répondre à l'augmentation dramatique des besoins au cours de l'année écoulée, tandis que plus d'un quart (27%) ont mentionné un manque de financement spécifique pour la prévention des VBG dans les fonds disponibles. Étant donné que plus de 60 000 survivants de VBG ont reçu une assistance au cours du premier semestre 2024, une plus grande proportion du financement a été consacrée à la réponse aux VBG qu'à la prévention. Cependant, les spécialistes ont souligné que la programmation de la prévention est

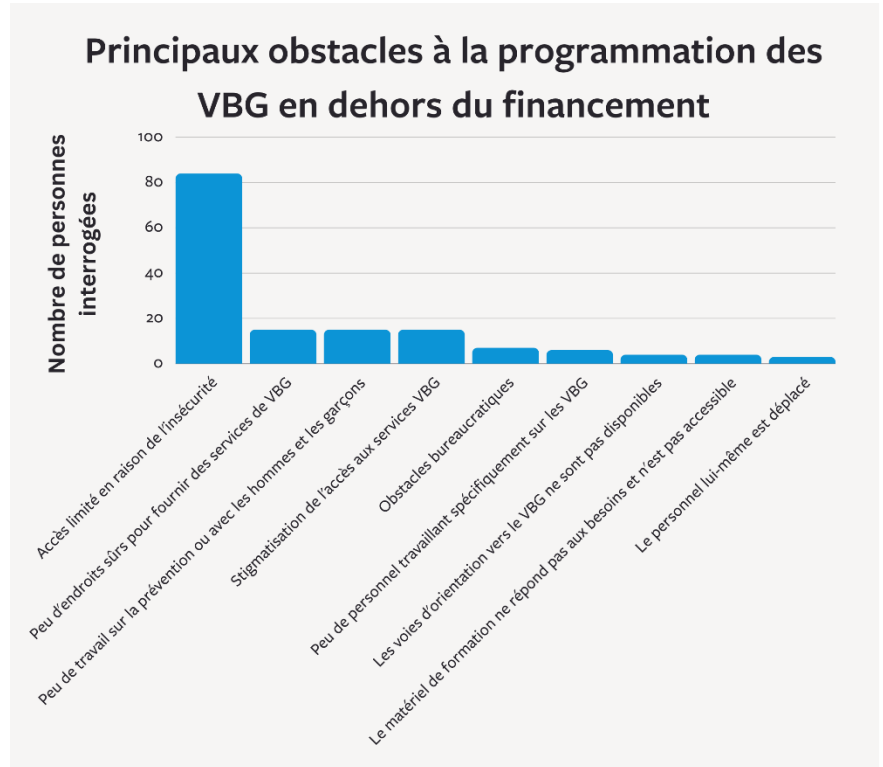
particulièrement complexe car elle va au-delà des activités de sensibilisation et de changement de comportement. La prévention doit désormais se concentrer sur la formation et la responsabilisation, compte tenu de l'utilisation accrue de la violence sexuelle par les acteurs armés, ainsi que sur les interventions ciblées des programmes du secteur de l'alimentation et du logement visant à réduire la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles aux risques des VBG. Aucune de ces interventions ne relève du domaine des spécialistes ou des programmes techniques de VBG, ce qui nécessite une amélioration de la communication et de la collaboration entre les secteurs.



En outre, les organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes ont classé le manque de financement de la prévention comme le plus grand défi (31%), suivi par les réductions de financement des programmes de lutte contre la VBG (25%). Les ONGI et les agences de l'ONU n'ont pas signalé les réductions de financement de la lutte contre la VBG dans la même mesure - 59% des organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes ont indiqué que leurs services risquaient d'être réduits l'année prochaine, contre 46% des ONGI. Cela pourrait indiquer que les organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes subissent des réductions de financement de manière disproportionnée, ce qui souligne la nécessité de renforcer les partenariats équitables entre les acteurs internationaux et les acteurs nationales, notamment les organisations dirigées par des femmes. Enfin, si les personnes interrogées ont souligné la nécessité de maintenir et d'augmenter les niveaux de financement, elles ont également insisté sur le fait que le financement ne peut à lui seul résoudre les causes profondes des VBG, qui comprennent l'insécurité, la présence de groupes armés, la pauvreté et les déplacements.

Le plus grand obstacle aux programmes de lutte contre les VBG est l'impossibilité pour les personnes touchées d'y accéder en raison de l'insécurité.

Cinquante-cinq pour cent des personnes interrogées ont exprimé que l'augmentation de l'insécurité avait le plus entravé les services de lutte contre la VBG. Le personnel des ONG et de l'ONU au Nord-Kivu a décrit la présence accrue de groupes armés, des armes lourdes près des camps et les attaques directes contre les civils comme des obstacles majeurs à la fourniture de services de survie, y compris les programmes de lutte contre les VBG. Une plus grande proportion d'organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes ont cité les problèmes d'accès de manière plus significative (61%) que les ONGI et les agences de l'ONU (53%). Cependant, les ONGI ont indiqué que la stigmatisation personnelle ou communautaire ressentie par les survivants était un obstacle aux programmes de lutte contre les VBG dans des proportions plus élevées que les acteurs locaux.



Les spécialistes ont observé que les ONGI et les agences des Nations Unies investissent souvent des ressources plus importantes pour surmonter les contraintes d'accès par le biais des systèmes de notification humanitaire, alors que les organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes n'ont pas toujours les mêmes ressources. Cela souligne la nécessité de renforcer les partenariats, les ONGI pouvant utiliser leurs ressources pour obtenir l'accès et les agents de liaison pour surmonter les difficultés liées à la stigmatisation et à la confiance.

Plus de la moitié des personnes interrogées ont souligné que le retrait de la MONUSCO aurait un impact négatif sur les femmes et les filles.

Cinquante-huit pour cent des personnes interrogées ont indiqué que le retrait de la MONUSCO avait déjà eu un impact négatif sur les femmes et les filles au Sud-Kivu et qu'il en aurait un au Nord-Kivu et en Ituri. Un quart des personnes interrogées qui ont fait état d'effets négatifs ont déclaré que les femmes et les filles courraient un risque accru de VBG sans la présence physique et les patrouilles régulières de la MONUSCO, en particulier en ce qui concerne la violence sexuelle liée au conflit, tandis que 17% ont souligné l'augmentation de l'insécurité et 11% ont prédit une augmentation de l'exposition aux groupes armés. De nombreuses personnes interrogées ont décrit le rôle de la MONUSCO comme étant d'assurer un certain niveau de sécurité dans les zones où le gouvernement n'est pas présent, en particulier en ce qui concerne la protection physique à proximité des bases. D'autre part, ceux qui ont déclaré que le retrait n'aurait pas d'effet significatif ont indiqué que la MONUSCO a été inefficace et que les femmes et les filles ont toujours été vulnérables. Ceux qui ont réagi positivement au retrait des forces de maintien de la paix ont pointé du doigt la mission de l'ONU en tant qu'auteur de violences généralisées et d'exploitation et d'abus sexuels.

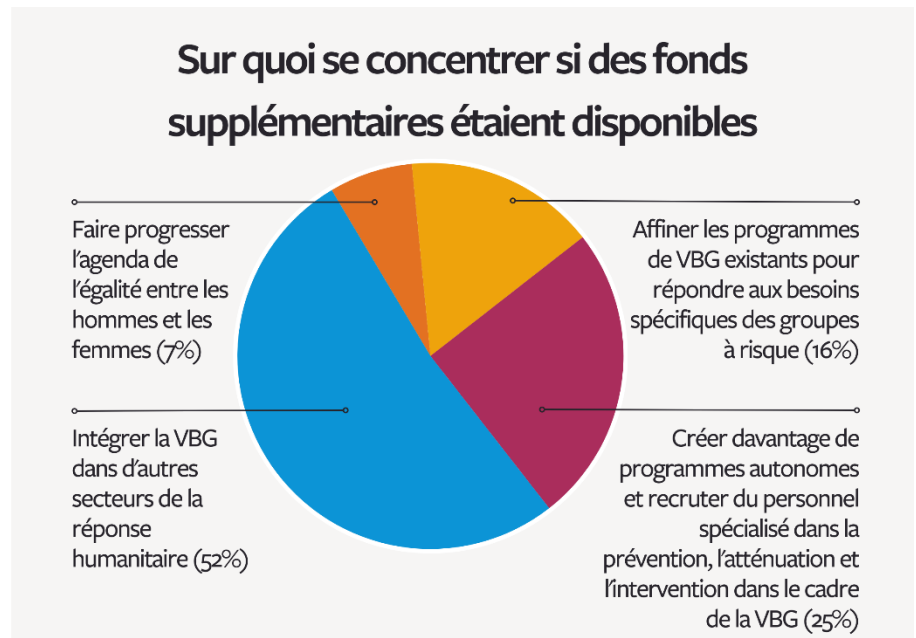
L'année dernière, l'insécurité alimentaire a eu un impact négatif sur les cas de VBG. Une approche de programmation humanitaire ciblée qui s'attaque à l'insécurité alimentaire doit être privilégiée pour réduire la vulnérabilité aux VBG.

Presque toutes les personnes interrogées dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri (96%) ont déclaré que les niveaux d'insécurité alimentaire ont eu un impact direct sur l'augmentation des cas de VBG. Le personnel chargé des VBG dans les organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes ont décrit comment l'insécurité alimentaire a contraint les femmes et les filles à des situations d'exploitation sexuelle pour pouvoir manger. Une personne interrogée a partagé que : « la seule façon pour elles de payer leur nourriture ou celle de leurs enfants est d'avoir recours au sexe de survie ». D'autres spécialistes des VBG ont souligné que l'insécurité alimentaire en RDC est un moteur des VBG et qu'une approche ciblée pour lutter stratégiquement contre l'insécurité alimentaire dans les zones où elle est susceptible de réduire la vulnérabilité aux VBG est essentielle pour la protection et l'autonomisation des femmes et des filles.

Plus que la moitié des personnes interrogées ont déclaré qu'il serait plus efficace d'intégrer la programmation en matière des VBG dans d'autres secteurs de la réponse humanitaire - en particulier dans les domaines de la santé et de la sécurité alimentaire - si le gouvernement américain mettait à disposition davantage de fonds.

Chaque partie prenante (54% d'organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes et organisations locales, 50% des ONGI et 43% des agences des Nations Unies) a estimé qu'il serait plus efficace d'intégrer la lutte contre les VBG dans d'autres secteurs de la réponse humanitaire que de créer des programmes autonomes. Les personnes interrogées ont fait remarquer que différents secteurs ont accès aux communautés affectées par le biais de l'assistance alimentaire, des cliniques de santé et des formations aux moyens de subsistance, ce qui permettrait non seulement d'avoir des points d'entrée supplémentaires, mais aussi une programmation plus complète et intégrée qui atteindrait des résultats de protection axés sur les résultats.

Lorsqu'on leur a demandé quel secteur serait le plus efficace pour l'intégration, 29% ont choisi le secteur de la santé et 28% ont mentionné la sécurité alimentaire. Les experts en RDC ont souligné la nécessité de l'assistance alimentaire pour atténuer le risque des VBG, ainsi que la forte relation existante entre les acteurs de la santé et ceux des VBG dans les cliniques et les hôpitaux et les voies de référence, en particulier en ce qui concerne la disponibilité et l'accès à la prise en charge clinique du viol. Cela s'est avéré de plus en plus important compte tenu des obstacles bureaucratiques imposés par les acteurs armés non étatiques qui rejettent les services de protection traditionnels.



Si le gouvernement américain finançait davantage de programmes de VBG autonomes en RDC, les experts en VBG donneraient la priorité aux activités d'autonomisation des femmes et des filles, ainsi qu'aux programmes de prévention.

Plus de la moitié des répondants (52%) ont choisi les activités d'autonomisation des femmes et des filles comme le moyen le plus efficace d'améliorer la programmation en matière de VBG. L'accent a été mis sur les moyens de subsistance et les activités d'autonomisation économique, compte tenu des taux élevés de survie sexuelle et de la nécessité de veiller à ce que les femmes et les filles aient les moyens de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Deuxièmement, les experts ont donné la priorité à la prévention de la VBG (27%). Les dirigeants d'organisations dirigées par des femmes ont expliqué que s'il est essentiel de maintenir la sensibilisation dans les programmes traditionnels de

prévention des VBG, il est également nécessaire de réfléchir à la manière de traiter les sources de violence sexuelle commises par les acteurs armés. Certaines organisations ont décrit leur collaboration avec des organisations de consolidation de la paix et de défense des droits de l'homme pour intégrer les VBG et la protection des femmes et des filles dans le renforcement des capacités et la formation au droit international humanitaire (DIH) avec les acteurs armés afin de lutter contre la violence sexuelle.

Sur la base des conclusions ci-dessus et des discussions avec les informateurs clés, l'adoption des recommandations suivantes est essentielle pour répondre aux réalités sur le terrain:

ONG internationales, les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes, agences des Nations unies, et organisations locales :

- Élargir les programmes de prévention et de réponse aux VBG en tenant compte de la nature délicate de la violence sexuelle, des difficultés liées à l'établissement de rapports et des activités immédiates et à long terme, allant de la santé aux services juridiques.
- Veiller à ce que le personnel humanitaire soit formé à l'utilisation des dispositifs de suivi, d'analyse et de compte rendu (MARA) afin d'œuvrer à la fois à la prévention et à la responsabilisation en matière de violence sexuelle.
- Coordonner l'assistance en cash et la fourniture de services de base (articles non alimentaires (AME), assistance alimentaire, etc.) avec les experts en VBG afin de mieux aborder et d'atténuer les risques de survie sexuelle en RDC.
- Assurer la liaison avec les acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix qui s'engagent auprès des groupes armés et les forment au droit international humanitaire pour veiller à ce que la protection des femmes et des filles dans les sites de déplacés internes soit prioritaire et centrale.
- Les ONGI et les agences de l'ONU doivent renforcer les partenariats équitables avec les organisations dirigées par des femmes et les organisations locales, notamment par le biais d'un soutien et d'un partage des capacités permettant de surmonter les obstacles à l'accès humanitaire.
- Permettre aux organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes d'avoir une plus grande présence et un plus grand pouvoir de décision dans les organes de coordination clés qui traitent de l'accès humanitaire et aux systèmes de notification humanitaire (groupe de travail sur l'accès et équipe humanitaire de pays).
- Contribuer aux efforts de plaidoyer en cours concernant la protection des femmes et des filles dans les sites de déplacés internes et faire pression pour des solutions politiques parallèlement à la fourniture de l'aide humanitaire afin de s'attaquer à certaines des causes profondes de la violence basée sur le sexe en RDC.
- Plaider en faveur de la prise en compte des femmes, des filles et des agents de liaison dans les plans de transition de la MONUSCO vers les autorités civiles en RDC.
- Améliorer la coordination entre les acteurs de la sécurité alimentaire et des VBG, tant au sein des organisations qu'aux niveaux local, national et régional, en raison de la relation de cause à effet entre l'insécurité alimentaire et les VBG.
- Renforcer les synergies entre les acteurs sectoriels (sécurité alimentaire et santé) pour s'assurer que les priorités, les tendances et les réponses adaptées à la communauté en matière des VBG sont partagées de manière cohérente. Renforcer les relations entre les acteurs sectoriels pour développer une programmation intégrée et holistique aux VBG.
- Fournir des formations à d'autres experts sectoriels sur les besoins et la programmation en matière des VBG afin d'assurer une programmation intégrée de la VBG avec des résultats axés sur les résultats.
- Donner la priorité à la mise en œuvre d'activités d'autonomisation des femmes et des filles et de programmes de prévention pour les programmes autonomes de lutte contre les VBG en RDC.

Les bailleurs de fond:

- Donner la priorité à un financement flexible pour la programmation qui aborde les complexités et les sensibilités liées à l'augmentation de la violence sexuelle en RDC et les défis liés à l'établissement de rapports et à la responsabilité. Fournir des incitations et/ou exiger des secteurs de non-protection qu'ils s'engagent et ciblent la réduction des risques.
- Maintenir et augmenter les niveaux de financement pour les programmes de lutte contre la VBG à la lumière de l'escalade des besoins. Investir dans la prévention et la réponse, en notant que les activités de prévention - à la fois traditionnelles et en collaboration avec d'autres secteurs - sont essentielles pour s'attaquer aux causes profondes des VBG à long terme, malgré le besoin immédiat de réponse.
- Veiller à ce que les agents de liaison pour les femmes et les agents de liaison pour les hommes ne soient pas affectés de manière disproportionnée par les réductions de financement.
- Promouvoir les partenariats entre les ONGI/agences de l'ONU et les organisations dirigées par des femmes afin d'améliorer les problèmes d'accès rencontrés par les organisations locales et les contraintes liées à la confiance et à la stigmatisation auxquelles sont confrontées les ONGI et les agences de l'ONU.
- Veiller à ce que les interventions des partenaires intègrent effectivement des mesures d'atténuation des risques de VBG et appliquent toutes les lignes directrices existantes en matière des VBG spécifiques aux secteurs (par exemple, les lignes directrices WASH et la VBG, les lignes directrices sur les abris et la VBG, etc.)
- Fournir un financement flexible et pluriannuel pour les programmes qui intègrent la VBG dans d'autres secteurs, en particulier la sécurité alimentaire et la santé.
- Utiliser l'influence diplomatique dans la mesure du possible pour plaider en faveur de la protection et de la priorisation des femmes et des filles en RDC dans le cadre du dialogue sur le retrait de la MONUSCO ou des processus politiques régionaux.
- Plaider auprès du gouvernement de la RDC pour qu'il améliore l'accès à la justice et les mécanismes de responsabilisation afin de lutter contre l'impunité qui entoure les violences sexuelles liées au conflit.